



www.abolition.fr

ECPM

69, rue Michelet
93 100 Montreuil France

Tel : 00 33 (0)1 57 63 03 57
Fax : 00 33 (0)1 80 87 70 46
Email : ecpm@abolition.fr
<http://www.abolition.fr>

Siège social
ECPM

53 rue Patay
75013 Paris

Association loi 1901

SIRET 433 508 314 00047
APE 9499Z

ECPM membre fondateur/
Bureau exécutif de la



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

ECPM salue la disparition de la peine de mort du code pénal guinéen

15 ans après la dernière exécution en Guinée, le Parlement a voté hier l'adoption d'un nouveau code pénal qui ne prévoit plus la peine de mort.

Le nombre d'États membres de l'Union africaine ayant aboli la peine de mort en droit se porte donc aujourd'hui à 20. Seule une minorité de 15 États dispose encore de la peine capitale sur le continent. Cette bonne nouvelle intervient quelques semaines après le 6^e Congrès mondial contre la peine de mort organisé par ECPM dans le but de fédérer les acteurs abolitionnistes à travers les frontières.

« À l'instar des autres pays de la communauté internationale, la Guinée fait maintenant partie des abolitionnistes. Nous espérons que les autres pays africains nous emboîteront le pas. Aujourd'hui, aucun juge ne peut requérir la peine de mort. Il s'agit pour nous d'une grande avancée démocratique et sociale dans le pays. À l'occasion de la prochaine session des lois, l'année prochaine, nous proposerons une loi abolissant totalement la peine de mort » a déclaré Fodé Maréga, député à l'assemblée nationale de Guinée.

Contexte général

Si ce nouveau pas vers l'abolition totale de la peine de mort constitue une très bonne nouvelle, le nouveau code pénal soulève de nombreuses inquiétudes concernant le respect des droits de l'homme en Guinée. Plusieurs zones d'ombres subsistent en effet dans ce texte, qui ne prévoit pas de peine pour certaines formes fréquentes de torture, facilite l'interdiction de manifestations et simplifie l'invocation, pour les forces de l'ordre, de la légitime défense.

Contact presse :

Portalier Bérangère, Responsable communication ECPM

Tél : 06 87 04 79 83

Mail : bportalier@abolition.fr